ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Note de capitalisation

Structurer et outiller les emboucheurs pour améliorer la qualité de la viande au Tchad : l'expérience du projet PADEFEM-TD

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Septembre 2025

Cette note de capitalisation a été réalisée dans le cadre de la Phase 1 du Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest mis en œuvre du 1er avril 2021 au 30 juin 2023 avec l'appui technique et financier de

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Pour citer ce document :

Commission de la CEDEAO – Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA), Note de capitalisation, 2025 : Structurer et outiller les emboucheurs pour améliorer la qualité de la viande au Tchad : l'expérience du projet PADEFEM-TD

Projet : Appui au Développement des Fermes Bovine-Ovine au Tchad (PADEFEM-TD)

Pays : Tchad

Institutions de mise en œuvre : Association des Eleveurs Nomades (AEN)

Résumé exécutif

Dans le cadre du projet PADEFEM-TD, des actions intégrées ont été menées pour structurer la filière bétail-viande autour de l'embouche bovine et ovine dans trois zones du Tchad. Le projet a appuyé 90 emboucheurs et 90 producteurs de fourrages à travers des formations techniques, la fourniture de matériels adaptés, la création de six unions de producteurs et la signature de six accords de partenariat avec des commerçants et bouchers. Ces interventions ont permis une nette amélioration de la qualité des animaux de boucherie, une hausse des revenus des producteurs – avec un doublement du prix de vente des animaux engraissés – et un engouement croissant pour l'embouche dans les zones ciblées.

La principale leçon tirée de cette expérience est que la réussite d'un projet de développement de l'élevage repose sur la complémentarité des appuis techniques, organisationnels et matériels, mais aussi sur leur inscription dans la durée.

Il est recommandé de renforcer l'accompagnement post-formation, d'assurer un accès plus fluide au financement pour les producteurs, et de soutenir davantage les organisations professionnelles émergentes afin d'ancrer durablement ces dynamiques dans les territoires

Messages clés

- Le projet PADEFEM-TD a été mis en œuvre pour répondre à la sous-exploitation du potentiel de production animale au Tchad, en particulier l'absence d'un réseau structuré de producteurs spécialisés dans l'engraissement d'animaux de boucherie, malgré un cheptel national très important.
- Pour lever les principales contraintes entravant le développement de l'embouche bovine et ovine, le projet a combiné des actions de diagnostic, de sensibilisation, de formation technique, de dotation en équipements, de structuration des producteurs et de création de partenariats commerciaux dans les trois zones ciblées.
- Grâce à ces appuis intégrés, 90 emboucheurs et 90 producteurs de fourrage ont été formés et équipés, six unions de producteurs ont été créées, et six contrats de partenariat ont été conclus avec des commerçants et bouchers, contribuant à une amélioration visible de la qualité des animaux de boucherie et des revenus des producteurs.
- L'effet de diffusion des bonnes pratiques a été significatif : des producteurs non directement bénéficiaires ont commencé à adopter les techniques d'embouche, tandis que l'intérêt des bouchers pour les animaux finis s'est fortement accru, traduisant une amélioration qualitative du produit sur les marchés locaux.
- L'expérience montre que la réussite de ce type de projet repose sur la combinaison d'appuis techniques, organisationnels et matériels, mais aussi sur un accompagnement dans la durée, un renforcement progressif des organisations de producteurs, et un meilleur accès au financement pour garantir la montée en échelle et la durabilité des acquis.

Enjeu

Un fort potentiel d'élevage sous-exploité

Le Tchad dispose d'un potentiel exceptionnel en matière de production animale. Avec un cheptel estimé à plus de 129 millions de têtes, l'élevage constitue une composante majeure de l'économie nationale. Toutefois, cette richesse reste largement sous-exploitée, notamment en raison de la prédominance de systèmes d'élevage extensifs – pastoral et agro-pastoral – fortement dépendants des ressources naturelles et exposés aux aléas climatiques. Ces systèmes présentent une faible capacité de charge, notamment en saison sèche, ce qui se traduit par un déficit chronique d'alimentation pour le bétail. Les animaux s'affaiblissent, les rendements en carcasse sont réduits, la qualité de la viande est amoindrie, et leur valeur marchande chute considérablement durant certaines périodes de l'année.

Cette situation contraste avec l'existence d'ateliers d'embouche bovine et ovine, semi-intensifs, orientés vers la vente d'animaux engraissés sur les marchés. Pratiquée essentiellement par des ménages ruraux ou périurbains, cette forme d'élevage représente une opportunité de génération de revenus par la vente d'animaux de qualité supérieure. Néanmoins, cette activité reste marginale, peu structurée et limitée dans son développement.

Des contraintes multiformes freinant le développement de l'embouche

Plusieurs obstacles limitent le développement de l'embouche au Tchad. D'une part, les producteurs font face à un déficit de capital, rendant difficile l'achat d'animaux et d'équipements. D'autre part, la méconnaissance des techniques de conduite adaptées (choix des animaux, alimentation, soins, infrastructures) entraîne des cycles d'engraissement inefficaces et peu rentables. L'approvisionnement en aliments pour bétail constitue également un problème central : les fourrages sont peu disponibles, de qualité variable et souvent vendus à des prix élevés.

En parallèle, les producteurs disposent de peu ou pas d'équipements adéquats pour gérer efficacement leurs unités d'embouche. La commercialisation est dominée par des circuits informels où les producteurs, isolés et mal informés, cèdent leurs animaux à des intermédiaires à des prix peu avantageux. L'absence de structuration collective des producteurs les empêche d'accéder à de meilleurs débouchés ou de négocier des conditions plus favorables. Ce manque d'organisation fragilise l'ensemble de la chaîne de valeur bétail-viande dans le pays.

Des femmes en situation de précarité, éloignées des systèmes productifs

La crise climatique et les pandémies animales ont particulièrement affecté les populations pastorales, notamment les femmes cheffes de ménage vivant en périphérie des centres urbains. Ces femmes, souvent privées de ressources productives et de capital de départ, peinent à se réinsérer dans une dynamique économique viable. Leur vulnérabilité limite non seulement leur sécurité alimentaire mais également leurs perspectives de revenus. Dans ce contexte, l'accès à des animaux productifs – pour le lait ou l'embouche – représente une opportunité stratégique pour améliorer leurs moyens d'existence et renforcer leur autonomie économique.

Un besoin de structuration pour améliorer les performances collectives

L'analyse de la situation dans la zone d'intervention du Projet d'Appui au Développement des Fermes Bovine-Ovine au Tchad (PADEFEM) a également révélé l'isolement des producteurs, qu'il s'agisse

d'emboucheurs ou de vendeurs de fourrage. L'offre est morcelée, peu visible, et incapable de répondre efficacement aux exigences des marchés urbains. Le manque d'organisation limite leur capacité de négociation avec les commerçants ou les transformateurs, et les empêche d'atteindre une échelle suffisante pour bénéficier d'économies de coûts ou d'un accès durable aux marchés.

L'absence de structuration formelle limite par ailleurs l'accès aux services de conseil, au financement, ou aux mécanismes de soutien institutionnel. De plus, le lien entre les différents maillons de la chaîne (production, transformation, distribution) reste faible, entravant la constitution de partenariats durables au sein de la filière bétail-viande.

Une réponse intégrée pour lever les contraintes

Face à ce diagnostic, le PADEFEM-TD, porté par l'Association des Éleveurs Nomades (AEN) a été conçu comme une réponse intégrée. Il vise à lever les principaux freins au développement de l'embouche à travers un ensemble coordonné d'actions. Ces interventions ciblent à la fois l'amélioration des capacités techniques des producteurs, l'accès aux intrants, la structuration des acteurs, la création de débouchés, et le renforcement des moyens de subsistance des femmes vulnérables.

En combinant renforcement de capacités, appuis matériels, structuration collective et accompagnement à la commercialisation, le projet entend créer les conditions d'une embouche rentable, durable et équitable, capable de contribuer de manière significative à la sécurité alimentaire et au développement économique local.

Dans la pratique

Intensification de la production d'animaux de boucherie de qualité

Activités menées

Pour intensifier la production d'animaux de boucherie de qualité, le PADEFEM-TD a déployé une stratégie de renforcement des capacités techniques et organisationnelles des producteurs embou-

cheurs. La première étape a consisté en une étude diagnostique conduite après le lancement officiel du projet en octobre 2021. Finalisé en décembre 2021, ce diagnostic a permis d'établir la situation de référence des pratiques d'embouche dans les zones ciblées, d'identifier les producteurs déjà engagés dans cette activité, ainsi que les principaux dysfonctionnements observés dans la conduite des ateliers. Il a également permis de cibler les bénéficiaires directs du projet, en privilégiant ceux qui manifestaient une motivation claire et un potentiel de valorisation immédiate des appuis.

À la suite de ce travail préparatoire, une campagne de sensibilisation a été organisée dans les trois localités d'intervention (Ati, Mongo et N'Djamena), sous l'égide des fédérations provinciales des éleveurs. Cette étape avait pour objectif de renforcer la compréhension des enjeux liés à l'embouche, de mobiliser les producteurs autour du projet, et de préparer le terrain à l'adoption de nouvelles pratiques. Les messages de sensibilisation ont porté sur les avantages économiques de l'embouche, les facteurs techniques de réussite, et l'importance de la structuration des producteurs dans la chaîne de valeur.

Le cœur des activités a été le renforcement des compétences techniques des producteurs. Trois sessions de formation de deux jours ont été organisées, chacune regroupant 30 bénéficiaires. Les formations ont été assurées en langue arabe par les services techniques déconcentrés du ministère de l'Élevage. Les modules couvraient l'ensemble du cycle d'engraissement, depuis les généralités sur l'embouche, le choix des animaux, l'aménagement des infrastructures, la conduite technique de l'engraissement, jusqu'à la gestion de l'unité d'embouche. À l'issue de la formation, chaque participant a été équipé d'un kit de matériels comprenant mangeoires, abreuvoir, brouette, pelle et râteau, afin de faciliter la mise en œuvre des nouvelles pratiques apprises.

En complément de ces appuis, un manuel de techniques d'embouche a été élaboré par le cabinet Business Group. Ce manuel, diffusé à 90 exemplaires, reprend les contenus des formations et intègre des éléments de biosécurité. Il vise à prolonger les apprentissages dans le temps et à permettre une auto-formation des producteurs non formés directement par le projet.

Résultats atteints

Les activités prévues dans le domaine du renforcement des capacités ont été réalisées à 100 %. L'étude diagnostique a permis d'asseoir une bonne connaissance de la zone d'intervention. Au total, 90 producteurs ont été sensibilisés, formés et équipés, conformément aux objectifs initiaux. Le manuel technique a été édité et distribué à l'ensemble des bénéficiaires.

Au-delà de ces résultats quantitatifs, plusieurs changements qualitatifs ont été observés. Les bénéficiaires ont commencé à appliquer les itinéraires techniques recommandés, améliorant les conditions d'habitat, d'alimentation et de soins des animaux. L'usage des équipements a permis de réduire les pertes alimentaires. On constate également un effet de diffusion : des producteurs non directement appuyés par le projet ont adopté les nouvelles pratiques après avoir observé leurs pairs. L'activité d'embouche a suscité un regain d'intérêt dans la zone, avec des témoignages d'emboucheurs faisant état d'un doublement de la valeur marchande des animaux engraissés, vendus à 200 000 F CFA après 40 jours, contre un prix d'achat initial compris entre 75 000 et 100 000 F CFA. Le suivi sanitaire des animaux s'est amélioré, comme en témoigne le recours accru aux services vétérinaires. Enfin, les bouchers ont exprimé un intérêt croissant pour les animaux embouchés, en raison de la meilleure qualité des carcasses obtenues.

Défis rencontrés

Malgré la satisfaction globale des bénéficiaires, certains défis ont marqué la mise en œuvre. La formation, bien que complète, a été jugée trop courte pour une cible peu alphabétisée. En deux jours, les participants ont dû assimiler plusieurs modules techniques, ce qui limite l'ancrage des connaissances. L'absence de suivi post-formation constitue également une faiblesse, empêchant de fournir des appuis personnalisés et d'évaluer durablement l'adoption des pratiques. De plus, aucune fiche standardisée n'a été utilisée pour encadrer les sessions de sensibilisation, ce qui a pu entraîner une hétérogénéité des messages transmis.

Enfin, bien que le projet ait ciblé des producteurs ayant déjà initié une activité d'embouche, la faiblesse de leurs capacités financières reste une contrainte majeure. En l'absence de mécanisme de financement complémentaire, la taille des ateliers demeure limitée et leur vulnérabilité élevée face à des chocs ou imprévus.

Renforcement des liens d'affaires le long de la filière

Activités menées

Afin de consolider les liens d'affaires dans la filière bétail-viande, le PADEFEM-TD a mis en œuvre une stratégie de structuration des producteurs et de facilitation de partenariats avec les acteurs de l'aval. Cette stratégie visait à remédier à la fragmentation de l'offre, au faible pouvoir de négociation des producteurs, et à leur isolement par rapport aux autres segments de la chaîne.

Le processus a démarré par des activités de sensibilisation menées par les fédérations provinciales des éleveurs, à l'intention des producteurs d'embouche, des ramasseurs de fourrages, ainsi que des commerçants de bétail et des bouchers. Ces actions ont permis de mettre en lumière les avantages des partenariats productifs : accès à un marché stable, amélioration de la qualité des produits, régularité des approvisionnements, et économies d'échelle par la commercialisation groupée.

Dans un second temps, les fédérations ont accompagné les producteurs dans la structuration de leurs organisations. Ce travail a consisté à appuyer la constitution de groupements de base, la rédaction de textes réglementaires, et l'obtention de leur reconnaissance officielle. Six unions de producteurs ont ainsi vu le jour dans les localités ciblées : trois unions d'emboucheurs et trois unions de producteurs de fourrage.

Sur la base de cette dynamique organisationnelle, le projet a facilité la mise en relation entre ces unions et les organisations de commerçants de bétail et de bouchers. Ce processus a été encadré par les fédérations provinciales, qui ont assuré la médiation et le coaching des discussions. L'objectif était de favoriser l'émergence d'accords mutuellement bénéfiques, basés sur des engagements clairs. Ces échanges ont abouti à la signature de six contrats de partenariat formalisés entre les unions d'emboucheurs et les structures de commercialisation ou de transformation de viande.

Résultats atteints

Le projet a permis la création de six unions de producteurs, toutes reconnues juridiquement. Ce résultat représente une avancée notable dans un contexte où la majorité des acteurs étaient jusque-là isolés. Ces unions ont permis aux producteurs de renforcer leur coordination interne, de porter une voix collective dans les négociations commerciales, et d'être mieux identifiés par les institutions et les acteurs de marché.

Les contrats de partenariat conclus ont instauré un climat de confiance entre les différents maillons de la chaîne. Ils ont contribué à améliorer la visibilité des producteurs sur les débouchés potentiels, tout en facilitant une planification plus cohérente de la production et de la commercialisation. La reconnaissance progressive des unions d'emboucheurs par les commerçants et les bouchers a constitué une étape importante dans le renforcement des liens d'affaires.

Ces dynamiques ont aussi favorisé une revalorisation du rôle des fédérations provinciales des éleveurs et des services techniques de l'élevage. De plus en plus sollicités pour des conseils ou des appuis techniques, ces acteurs institutionnels ont vu leur crédibilité renforcée auprès des producteurs, ce qui participe à la pérennisation des partenariats naissants.

Défis rencontrés

Malgré ces avancées, plusieurs limites ont été observées. La structuration des producteurs est intervenue tardivement dans le calendrier du projet, ce qui n'a pas permis de déployer un accompagnement approfondi sur le renforcement des capacités internes des organisations nouvellement créées. Ces unions, bien que formellement constituées, restent encore embryonnaires et fragiles sur le plan de la gouvernance et de la mobilisation collective.

De plus, le suivi des contrats de partenariat signés n'a pas été systématisé. Il manque des éléments d'évaluation sur leur mise en œuvre concrète, leur effectivité, et les ajustements nécessaires pour garantir leur pérennité. Enfin, le faible niveau d'instruction des producteurs constitue un frein important à l'appropriation durable des principes de gouvernance, de gestion et de négociation. Le développement de la vie associative dans ces unions nécessite un accompagnement de long terme, fondé autant sur le savoir-faire que sur le savoir-être.

Leçons apprises et recommandations

- **Un appui combiné – sensibilisation, formation, équipements – permet de renforcer simultanément les savoirs, les savoir-faire et les comportements**. L'expérience du PADEFEM-TD montre que la combinaison d'activités pédagogiques, pratiques et matérielles favorise une appropriation rapide et concrète des innovations par les producteurs. En ciblant des bénéficiaires déjà engagés ou fortement motivés, le projet a pu enclencher des dynamiques d'apprentissage par la pratique, renforcées par la distribution de matériels et la diffusion d'un manuel technique. Toutefois, la densité des formations sur une courte durée et l'absence de suivi post-formation ont freiné l'ancrage des apprentissages.

  Pour renforcer l'impact de ce type d'approche, il serait judicieux de prévoir des formations modulaires plus espacées, permettant une assimilation progressive des connaissances, ainsi que des dispositifs d'appui-conseil individualisé à l'issue des sessions. L'élaboration d'un guide simplifié d'animation à destination des animateurs locaux contribuerait également à renforcer la cohérence et la qualité des messages transmis lors des sensibilisations.

- **La structuration des producteurs est un levier indispensable mais doit être engagée**

suffisamment tôt pour produire des effets durables. L'appui apporté à la constitution d'unions de producteurs a permis de formaliser des regroupements jusque-là informels, améliorant leur visibilité et leur pouvoir de négociation. Ces unions ont constitué une base utile pour le dialogue avec les autres acteurs de la filière, notamment dans le cadre de la signature de partenariats commerciaux. Cependant, leur création tardive dans le cycle du projet n'a pas permis un accompagnement suffisant sur les aspects de gouvernance, de fonctionnement ou de planification.

Une mobilisation plus précoce autour de la structuration, assortie d'un appui progressif au renforcement des capacités organisationnelles et à la vie associative, aurait permis de consolider davantage ces dynamiques collectives et de poser les bases d'une autonomie réelle.

- **La diffusion des pratiques repose fortement sur l'effet d'entraînement local et l'implication des acteurs de proximité**. Le projet a observé un phénomène de dissémination spontanée des bonnes pratiques, porté par les producteurs formés, qui ont influencé leur entourage. Ce phénomène a été facilité par la mobilisation des fédérations d'éleveurs, jouant un rôle de relais entre le projet et les communautés. Cette approche décentralisée a favorisé la proximité, la confiance, et la légitimation des innovations introduites.

  Il convient donc de capitaliser sur cet effet multiplicateur en s'appuyant davantage sur les leaders locaux, les pairs-formateurs, et les services techniques de proximité. Renforcer ces relais, y compris par des ressources ciblées et des responsabilités formelles, permettrait d'assurer une diffusion continue et adaptée aux réalités locales.

- **Les activités d'embouche et de production de fourrages ont un potentiel économique réel, mais leur expansion dépend de l'accès à un financement adapté**. Les bénéfices enregistrés par les emboucheurs accompagnés montrent que l'activité peut être rentable, notamment en période de forte demande. Cependant, la faiblesse de capital de départ constitue une barrière majeure à l'élargissement des activités. Il en va de même pour la production de fourrages, dont la transformation en activité économique viable nécessite un seuil critique d'investissement et d'organisation. Pour franchir ce cap, il serait nécessaire d'articuler les appuis techniques avec des mécanismes de financement adaptés : micro-crédit orienté, fonds rotatifs communautaires, subventions en cascade ou partenariats avec les institutions de financement rural. Cela permettrait de sécuriser les investissements des producteurs et de renforcer la résilience de leurs unités de production.

- **L'octroi d'animaux productifs aux femmes vulnérables peut générer des effets rapides, à condition d'un accompagnement renforcé**. La distribution de vaches laitières avec leurs veaux à des femmes cheffes de ménage a permis d'améliorer immédiatement l'alimentation familiale, de générer des revenus par la vente de lait et de créer un capital animal de départ. Néanmoins, le manque d'encadrement technique, l'absence de formation, et la qualité inégale des animaux fournis ont limité l'impact de cette initiative.

  Un tel appui, pour produire des effets durables, doit être complété par un encadrement vétérinaire régulier, des formations adaptées au profil des bénéficiaires et un suivi de l'évolution du troupeau et des revenus. Cela garantirait non seulement une meilleure

gestion des animaux, mais aussi une valorisation optimale du potentiel économique et social de l'action.

- **L'implication des acteurs institutionnels locaux renforce l'ancrage, la légitimité et la durabilité des interventions**. La mise en œuvre du projet a reposé sur une répartition claire des rôles entre les services techniques de l'élevage, les fédérations d'éleveurs et l'ONG porteuse. Cette complémentarité a permis une coordination efficace, une mobilisation rapide des bénéficiaires, et une reconnaissance accrue des résultats au niveau local. Elle a aussi renforcé la confiance des producteurs envers les structures existantes.

  Poursuivre dans cette logique d'ancrage institutionnel, tout en renforçant les capacités techniques et organisationnelles de ces acteurs, apparaît comme une condition essentielle pour garantir la continuité des actions au-delà de la durée du projet. œuvre. Par ailleurs, la capitalisation des expériences terrain, comme celle-ci, devrait être systématiquement intégrée comme outil de pilotage et d'apprentissage dans les cycles de projet.

À propos de cette note de capitalisation

Cette note est issue d'un processus de capitalisation participatif conduit dans le cadre du Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO). L'objectif de la capitalisation est de documenter et valoriser les expériences menées sur le terrain afin de favoriser l'apprentissage, la redevabilité et la mise à l'échelle des approches prometteuses. Les informations ont été recueillies à travers des entretiens, des visites de terrain, l'analyse de documents et la consultation des parties prenantes.

À propos du programme PACBAO

Le Programme régional d'appui à la commercialisation du bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO) est une initiative de la CEDEAO avec l'appui financier de la Coopération Suisse (DDC). Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique agricole régionale, l'ECOWAP. Elle vise à créer des conditions favorables à l'accroissement des revenus des éleveurs en s'appuyant sur le secteur privé du commerce régional du bétail et les institutions publiques régionales. Au cours de sa première phase (2018 – 2023), le programme a contribué au renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles de la CEDEAO et a financé 16 projets pilotes dans 11 pays en Afrique de l'Ouest et au Sahel qui ont permis de générer une dizaine de bonnes pratiques et innovations. Les projets pilotes visaient essentiellement à accroître la productivité du bétail, améliorer la compétitivité de la viande produite dans la région face à la concurrence des importations extra-communautaires, faciliter et moderniser le commerce intra-régional du bétail et, améliorer les relations entre les acteurs des chaines de valeur, les installations et les moyens destinés à la transformation et au transport de la viande rouge.

La deuxième phase du programme (2024-2028) s'inscrit dans la même perspective et mettra l'accent sur la mise à l'échelle des pratiques innovantes existantes tout en créant des conditions favorables à la promotion de la filière bétail-viande. Son objectif global est de contribuer à couvrir les besoins en viande rouge et produits carnés des populations de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel à travers le développement du commerce intrarégional de bétail et de la viande et la maîtrise des importations extrarégionales des produits carnés. De façon spécifique, la seconde phase du programme vise à accroitre d'au moins 2,6% l'offre de bétail et de viande sur les marchés terminaux et toucher environ 500 000 bénéficiaires directs dont 40% de jeunes et de femmes.

Remerciements

Nous exprimons notre sincère gratitude à toutes les personnes et institutions qui ont contribué à la réalisation de ce document de capitalisation. Votre soutien, votre engagement et votre participation ont été essentiels à la réussite de ce processus.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation
4e et 5e étages, Immeuble de la CRBC
Place de la Réconciliation, Cité OUA, Quartier Atchanté
01 BP4817, Lomé 01, Togo
Courriel : araa@araa.org
Site Web: www.araa.org